

Burundi : Nouvelle thérapie prescrite par Dar es Salaam III

L'Observateur Paalga, 07 Juil. 2015 Crise burundaise : Dar es Salaam ou l'art de perdre Jamais deux sans trois ! C'est le cas de le dire, car pour la troisième fois depuis le début de la crise au Burundi, les chefs d'Etat de la région étaient appelés hier lundi à discuter des scénarii de sortie de crise. Sauf que cette fois-ci, si tous avaient été conviés à prendre part à la rencontre de Dar es Salam, un seul aura fait le déplacement, l'Ougandais Yoweri Museveni, coiffé de son éternel couvre-chef. Preuve que la lassitude commence à gagner le rang des chefs d'Etat au chevet du Burundi en proie à une crise dont l'éventuelle résolution convainc moins en moins grand monde.

Et ce n'est pas le principal concerné, Pierre Nkurunziza, qui dira le contraire, lui qui avait pris part à la première rencontre avant d'écourter son séjour pour cause de tentative de coup d'Etat. Echaudé par l'expérience, il gardé de quitter son pays pour un second round qui, au finish, n'aura servi à rien. Et encore une fois, le président burundais était aux abonnés absents en Tanzanie, lui qui d'ordinaire consacre toute son énergie à la préparation de la course présidentielle à laquelle il n'a pas le droit de participer selon l'opposition et les organisations de la société burundaises. Et les résultats des législatives ne sont pas encore connus quand il se projette sur la prochaine étape, la présidentielle du 15 juillet. Meetings dans les hameaux les plus reculés, réunions politiques et bains de foule soigneusement encadrés seront au menu de l'ancien professeur d'éducation physique qui poursuit sa course obstinée. Faut croire que les recommandations issues de la rencontre d'hier ne sont qu'une reconduction de celles égrenées à la rencontre précédente, lesquelles sont restées jusque-là désespérément inopérantes. En effet, la thérapie prescrite par Dar es Salam III prévoit : le report de la présidentielle du 15 au 30 juillet prochain, le désarmement des Imbonerakure, ces miliciens proches du pouvoir, l'envoi d'observateurs militaires de l'UA et la formation, à l'issue du scrutin, d'un gouvernement d'union nationale comprenant les partis qui ont participé ou pas au vote. Et pour compléter le dispositif, la caquette de médiateur revient d'ordinaire à un chef d'Etat : Yoweri Museveni au pouvoir depuis 1986 dans un pays où les élections ont toujours fait figure de simples formalités pseudo-démocratiques. Mais l'athlète Nkurunziza, qui est à l'échauffement, va-t-il perdre son temps à écouter de nouvelles consignes au risque de se ramollir les muscles ou pourquoi pas de se faire désagréablement surprendre par les putschistes du 13 mai dernier toujours aux aguets ? Alors que pourra bien dire le président ougandais à son jeune pair entêté, car ni les manifestations de l'opposition et la société civile, ni la fuite de certains barons du régime, ni les sanctions administratives à doses homéopathiques n'ont produit d'effet. Jusque-là rien, absolument rien n'a réussi à faire fléchir le pouvoir burundais. Et comme un nouveau poisson dans l'eau, les nouvelles recommandations de Dar es Salam ne feront pas mieux que les précédentes lettres mortes. Dans ces conditions, à quoi bon discuter et en vue de quel genre de compromis ? On peut aisément comprendre que les pairs de Pierre Nkurunziza ne puissent pas rester indifférents face à une crise dont les conséquences pourraient se répercuter sur toute la région, mais puisque jusque-là rien ni personne n'a réussi à le dissuader de rebéloter, autant le laisser aller droit dans le mur et adienne que pourra ; car si sa victoire sur le terrain électoral est inéluctable, que pourra-t-il bien en faire après ? H. Marie Ouédraogo